

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 26772
Numéro SIREN : 808 694 400
Nom ou dénomination : 3 o H

Ce dépôt a été enregistré le 04/04/2024 sous le numéro de dépôt 49591

3 o H

Société par actions simplifiée
Au capital de 11.728.300 euros
Siège social : 29, Hameau de Boulainvilliers – 75016 PARIS
808 694 400 RCS PARIS
(Ci-après la « **Société** »)

DECISIONS DU PRESIDENT

CONSTATANT LA REALISATION DES CONDITIONS SUSPENSIVES ET LA REALISATION DEFINITIVE DE LA REDUCTION DE CAPITAL

Le 12 mars 2024, le Président usant des pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes des décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024, a pris les décisions suivantes :

PREMIERE DECISION

Le Président, rappelle et expose que le 9 février 2024, la Collectivité des Associés (une copie des décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024 est annexée aux présentes) a pris les décisions suivantes :

- décide de réduire le capital d'un montant maximum d'un million cent un mille six cent vingt-neuf euros (1.101.629 €) pour le ramener de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros par voie de rachat, en vue de leur annulation, de 1.101.629 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, au prix global d'un million (1.000.000) d'euros, soit environ 0,9077 euros par action, appartenant à Monsieur Philippe BELIN, s'agissant de la pleine-propriété d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629) actions ordinaires de la Société ;
- la perte constatée entre le prix global de rachat (1.000.000 euros) et la valeur nominale des titres rachetés (1.101.629 euros), soit cent un mille six cent vingt-neuf (101.629) euros, sera imputé pour partie sur un compte de primes liées au capital social de la Société,
- la réduction de capital est soumise à la condition suspensive suivante : absence d'opposition de créanciers ou, en cas d'opposition, rejet de celle(s)-ci par le Tribunal de Commerce, ou le remboursement des créances ou à la constitution de garanties suffisantes par la Société ;
- de conférer au Président, après expiration du délai d'opposition des créanciers ou règlement du sort des éventuelles oppositions en conformité des prescriptions légales, tous pouvoirs aux fins de :
 - réaliser en une fois l'opération décidée par la première décision ;
 - constater la réalisation ou la non-réalisation de l'ensemble des conditions suspensives définies ci-dessus ;
 - fixer les dates de l'offre de rachat des actions ;
 - procéder aux rachats des actions après expiration du délai d'opposition des créanciers ou règlement du sort des éventuelles oppositions en conformité des prescriptions légales, sans

que ces rachats ne donnent lieu à un acte distinct de celui constatant la réalisation définitive de la réduction de capital ;

- procéder si nécessaire à une réduction proportionnelle des demandes d'achat ;
- constater l'annulation des titres rachetés et la réduction de capital en découlant ;
- modifier corrélativement les statuts de la Société et le cas échéant ajuster les modifications prévues par les présentes ;
- et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire à la bonne fin de l'opération.

En conséquence de quoi, le Président constate :

- la réitération de l'accord de Monsieur Philippe BELIN relatif à la cession en vue de leur annulation de la pleine-propriété d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629) actions de la Société ;
- que la décision de réduction de capital a été déposée au Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS, le 12 février 2024 ;
- que le délai d'opposition des créanciers est expiré ;
- qu'aucun créancier n'a formé opposition à la réduction de capital envisagée ainsi que l'atteste le certificat délivré par le Greffe du Tribunal de Commerce de PARIS en date du 7 mars 2024 ;
- que Monsieur Nicolas BELIN a fait savoir qu'il ne souhaitait pas participer à la réduction de capital précitée au titre des actions inscrites en son nom dans le registre de la Société ;
- que Monsieur Théo BELIN a fait savoir qu'il ne souhaitait pas participer à la réduction de capital précitée au titre des actions inscrites en son nom dans le registre de la Société ;
- que Monsieur Hugo BELIN a fait savoir qu'il ne souhaitait pas participer à la réduction de capital précitée au titre des actions inscrites en son nom dans le registre de la Société ;

Et procède :

- au rachat des 1.101.629 actions au prix d'un million (1.000.000) d'euros soit environ 0,9077 euros par action, dont le prix sera octroyé à Monsieur Philippe BELIN, qui le reconnaît et en consent bonne et valable quittance à la Société sous réserve d'encaissement.

Monsieur Philippe BELIN déclare être plein-propriétaire et avoir la libre disposition des droits sur les actions de la Société présentées cédées.

Ce rachat d'actions n'est assorti d'aucune garantie d'actif et de passif.

La différence constatée entre le prix global de rachat (1.000.000 €) et la valeur nominale des titres rachetés (1.101.629 €) soit cent un mille six cent vingt-neuf (101.629) euros est affecté à un compte de primes liées au capital social de la Société.

- à l'annulation des 1.101.629 actions rachetées ;
- en conséquence que la décision de réduction de capital d'un montant de 1.101.629 euros par rachat en vue de leur annulation de 1.101.629 actions de la Société, pour ramener le capital de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros, est définitivement et régulièrement réalisée à compter de ce jour ;
- en conséquence que le capital s'élève à 10.629.671 euros et est divisé en 10.629.671 actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune.

DEUXIEME DECISION

Le Président décide, conformément aux pouvoirs qui lui ont été conférés aux termes des décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024, de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société :

A l'article 6 – FORMATION DU CAPITAL des statuts de la Société, est ajouté l'ultime paragraphe suivant :

« **ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL**

[...]

6.3 Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024 et du Président en date du 12 mars 2024, le capital a été réduit d'un montant d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629 €) le ramenant de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros par rachat annulation de 1.101.629 actions ordinaires de la Société. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 7 – CAPITAL SOCIAL des statuts de la Société est modifié ainsi qu'il suit :

« **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze euros (10.626.671 €).

Il est divisé en dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze (10.626.671) actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune »

TROISIEME DECISION

Le Président donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes décisions pour accomplir toutes formalités, d'enregistrement, de dépôt, de publication ou autre.

* * *

Le présent acte, constatant les décisions du Président, sera conservé aux archives sociales, et mention en sera faite dans les registres sociaux.

Signé électroniquement conformément à l'article 1367 du Code civil.

Fait à PARIS

Le 12 mars 2024

Le Président
Monsieur Philippe BELIN

DocuSigned by:
 Philippe BELIN
280BBDAE93E84A4...

Annexe – Décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024

3 O H

Société par actions simplifiée

Au capital de 11.728.300 euros

Siège social : 29, Hameau de Boulainvilliers – 75016 PARIS

808 694 400 RCS PARIS

(Ci-après la « **Société** »)

DÉCISIONS UNANIMES DES ASSOCIÉS

LES SOUSSIGNES :

	Nb de titres en pleine-propriété	Nb de titres en nue-propriété	Nb de titres en usufruit
M. Philippe BELIN 29, Hameau de Boulainvilliers 75015 PARIS	5.864.155	0	5.864.145
M. Nicolas BELIN 29, Hameau de Boulainvilliers 75016 PARIS	0	1.954.715	0
M. Théo BELIN 29, Hameau de Boulainvilliers 75016 PARIS	0	1.954.715	0
M. Hugo BELIN 29, Hameau de Boulainvilliers 75016 PARIS	0	1.954.715	0
Total	5.864.155	5.864.145	5.864.145

ci-après désignés la « **Collectivité des Associés** », agissant en tant que seuls associés et représentant, en tant que tels, la totalité des 11.728.300 actions composant le capital de la Société ;

Après avoir rappelé qu'aux termes de l'article 28 des statuts de la Société, « *les décisions collectives des associés résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.* ».

APRÈS AVOIR PRIS CONNAISSANCE DES DOCUMENTS SUIVANTS :

- Les statuts de la Société ;
- Le rapport du Président ;
- Le rapport spécial du Commissaire aux comptes de la Société établi en application de l'article L. 225-204 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code ;
- Le texte des décisions proposées ;
- Des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVE A L'ORDRE DU JOUR :

- Rapport du Président ;

- Rapport spécial du Commissaire aux comptes de la Société établi en application de l'article L. 225-204 du Code de commerce sur renvoi de l'article L. 227-1 du même Code ;
- Réduction de capital de la Société d'un montant d'un million cent un mille six cent vingt-neuf euros (1.101.629 €) euros par rachat et annulation d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629) actions ordinaires de la Société pour ramener le capital de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros ;
- Modifications corrélatives des statuts de la Société sous conditions suspensives ;
- Pouvoirs à conférer au Président de la Société ;
- Pouvoirs en vue d'accomplir les formalités.

PREMIERE DECISION

(Réduction de capital de la Société d'un montant d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629 €) euros par rachat et annulation d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629) actions ordinaires de la Société pour ramener le capital de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros)

La Collectivité des Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du Commissaire aux comptes, décide de réduire le capital d'un montant maximum d'un million cent un mille six cent vingt-neuf euros (1.101.629 €) pour le ramener de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros par voie de rachat, en vue de leur annulation, de 1.101.629 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, au prix global d'un million (1.000.000) d'euros, soit environ 0,9077 euros par action, appartenant à l'associé suivant :

- Monsieur Philippe BELIN, s'agissant de la pleine-propriété d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629) actions ordinaires de la Société.

La différence constatée entre le prix global de rachat (1.000.000 euros) et la valeur nominale des titres rachetés (1.101.629 euros), soit cent un mille six cent vingt-neuf euros (101.629 €), sera affectée sur un compte de primes liées au capital social de la Société (compte 104).

Les actions rachetées seront annulées. Elles ne donneront pas droit aux dividendes mis en distribution au titre de l'exercice en cours.

La Collectivité des Associés décide que le prix des actions sera payé par versement d'espèces (virement ou chèque ou inscription en compte courant).

La Collectivité des Associés prend acte :

- Que la présente réduction de capital n'est pas motivée par des pertes ;
- Que la présente réduction du capital social de la Société n'étant pas motivée par des pertes, conformément aux dispositions des articles L. 225-205 et R. 225-152 du Code de commerce (sur renvoi de l'article L. 227-1 du même code), les créanciers de la Société, dont la créance est antérieure à la date de dépôt au Greffe du Tribunal de Commerce des présentes décisions, peuvent former opposition à la présente réduction de capital dans le délai de vingt (20) jours suivant ledit dépôt ;

- Qu'en cas d'opposition, le Tribunal de Commerce peut soit rejeter l'opposition, soit ordonner la constitution de garanties si la Société est mesurée de le faire et si ces dernières sont jugées suffisamment sérieuses, soit enfin ordonner le remboursement des créances.
- Que la réalisation de la réduction de capital est soumise à la condition suspensive d'absence d'opposition de créanciers ou, en cas d'opposition, rejet de celle(s)-ci par le Tribunal de commerce, ou le remboursement des créances ou à la constitution de garanties suffisantes par la Société.

DEUXIEME DECISION

(Modifications corrélatives des statuts de la Société sous condition suspensive)

La Collectivité des Associés, sous réserve de la réalisation définitive de la réduction de capital susmentionnée et après avoir pris connaissance du rapport du Président, décide de modifier les articles 6 et 7 des statuts de la Société ainsi qu'il suit :

A l'article 6 – FORMATION DU CAPITAL des statuts de la Société, est ajouté l'ultime paragraphe suivant :

« ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

[...]

6.3 Aux termes des décisions unanimes des associés en date du _____ et du Président en date du _____, le capital a été réduit d'un montant d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629 €) le ramenant de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros par rachat annulation de 1.101.629 actions ordinaires de la Société. »

Le reste de l'article demeure inchangé.

L'article 7 – CAPITAL SOCIAL des statuts de la Société est modifié ainsi qu'il suit :

« ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze euros (10.626.671 €).

Il est divisé en dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze (10.626.671) actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune. »

La Collectivité des Associés décide que ces modifications ne prendront effet qu'au jour de la constatation par le Président de la Société de la condition suspensive énoncée à la première décision et dont est assortie la réduction de capital de la Société.

TROISIEME DECISION

(Pouvoirs à conférer au Président de la Société)

La Collectivité des Associés donne tous pouvoirs au Président de la Société à l'effet de :

- Réaliser en une fois l'opération décidée par la première décision ;

- Constaté la réalisation ou la non-réalisation de la condition suspensive définie ci-dessus ;
- Procéder aux rachats des actions après expiration du délai d'opposition des créanciers ou règlement du sort des éventuelles oppositions en conformité des prescriptions légales, sans que ces rachats ne donnent lieu à un acte distinct de celui constatant la réalisation définitive de la réduction de capital ;
- Constaté l'annulation des titres rachetés et la réduction de capital en découlant ;
- Modifier corrélativement les statuts de la Société et le cas échéant ajuster les modifications prévues par les présentes ;
- Et, plus généralement, faire tout ce qui sera nécessaire à la bonne fin de l'opération.

Le Président est chargé d'exercer les pouvoirs qui lui sont conférés au plus tard le 31 mars 2024, date à laquelle le montant définitif de la réduction de capital devront être constaté et porté dans les statuts de la Société. Toutefois, dans l'hypothèse où l'ensemble des opérations visées à la première décision seraient effectuées avant cette date, le montant définitif de la réduction de capital devra ainsi être constaté et porté dans les statuts par anticipation.

QUATRIEME DECISION

(Pouvoirs en vue d'accomplir les formalités)

La Collectivité des Associés donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait certifié conforme des présentes décisions à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

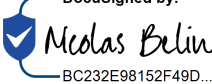
* * *

Le présent acte, constatant les décisions de la Collectivité des Associés, sera transmis au Commissaire aux comptes de la Société, sera conservé aux archives sociales et mention en sera faite dans les registres sociaux.

De convention expresse valant convention sur la preuve, la Collectivité des Associés :

- (a) reconnaît que le présent acte est conclu sous la forme d'un écrit électronique, conformément aux dispositions de l'article 1366 du Code civil, et signé électroniquement au moyen d'un procédé fiable d'identification mis en place par *DocuSign* garantissant le lien entre chaque signature avec l'acte auquel il s'attache, conformément aux dispositions de l'article 1367 du Code civil ;
- (b) reconnaît que le présent acte a la même force probante qu'un écrit sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et qu'elle pourra leur être valablement opposée ;
- (c) reconnaît à cette signature électronique la même valeur que leur signature manuscrite et pour conférer date certaine à celle attribuée à la signature de l'acte par le service *DocuSign* (www.docusign.com) ;
- (d) reconnaît que (a) l'exigence d'une pluralité d'originaux est réputée satisfaite lorsque le contrat signé électroniquement est établi et conservé conformément aux articles 1366 et 1367 du Code civil, et que (b) ce procédé permet à chaque Partie de disposer d'un exemplaire sur support durable ou d'y avoir accès, conformément aux dispositions de l'article 1375 du Code civil ; et
- (e) s'entend pour désigner PARIS (FRANCE) comme lieu de signature du présent acte sous signature privée.

Le

Monsieur Philippe BELIN	DocuSigned by:  Philippe BELIN 280BBDAE93E84A4...
Monsieur Nicolas BELIN	DocuSigned by:  Nicolas Belin BC232E98152F49D...
Monsieur Théo BELIN	DocuSigned by:  Théo 714E4B58E9FC41F...
Monsieur Hugo BELIN	DocuSigned by:  Hugo C3D303DE32194A2...

3 O H

Société par actions simplifiée

Au capital de 10.626.671 euros

Siège social : 29 hameau de Boulainvilliers – 75016 PARIS

808 694 400 PARIS

STATUTS

*Mis à jour suite aux décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024 et des décisions
du Président en date du 12 mars 2024*

Certifiés conformes

DocuSigned by:
 *Philippe BELIN*
280BBDAE93E84A4...
Le Président
Monsieur Philippe BELIN

ARTICLE 1er - FORME

La société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions législatives et réglementaires applicables à cette forme de société et par les présents statuts.

La société a été constituée sous forme de SARL par acte établi sous seing privé à Paris le 24 décembre 2014. Elle a été transformée en société par action simplifiée aux termes des décisions de l'associé unique en date du ~~2019.25~~ *25 décembre 2019*

Elle ne peut procéder à une offre au public de titres financiers ou à l'admission aux négociations sur un marché réglementé de ses actions. Elle peut néanmoins procéder aux offres limitativement définies par la loi.

ARTICLE 2 - DÉNOMINATION

La société est dénommée : **3 o H.**

Dans tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société par actions simplifiée" ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 3 - OBJET

La société a pour objet :

- La prise de tous intérêts et participations par achat, constitution, souscription, apport, fusion ou autrement de toutes valeurs mobilières et droits sociaux dans toutes entités juridiques avec ou sans personnalité morale, et la gestion de portefeuilles de valeurs mobilières et droits sociaux ;
- L'achat et la gestion de tous biens ou droits mobiliers ou immobiliers ;
- La prestation de services de gestion financière, administrative et comptable ou autre, pour le compte de toute société ;
- Et plus généralement, toutes opérations se rattachant directement ou indirectement à cet objet, ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège de la société est fixé au 29 Hameau de Boulainvilliers – 75116 Paris.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la société est de 99 années, à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés (soit le 31 décembre 2014), sauf prorogation ou dissolution anticipée ou intervenue dans les conditions légales alors en vigueur.

ARTICLE 6 – FORMATION DU CAPITAL

6.1 Les apports faits par l'associé unique à la constitution de la société, d'un montant de 1.000 euros et formant le capital d'origine, ont tous été des apports de numéraire intégralement libérés et déposés au crédit d'un compte ouvert au nom de la société auprès d'une banque dépositaire des fonds avant la signature des statuts constitutifs.

6.2 Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 21 mai 2015, (i) le capital a été augmenté d'une somme de 11.727.300 euros par apport en nature effectué par Monsieur Philippe BELIN de la pleine propriété de 56.986 actions de la société GROUPE MARCK HOLDING (489 804 435 RCS Paris) et (ii) une soulte d'un montant de 1.172.700 euros a été attribuée à Monsieur Philippe BELIN suite à l'apport en nature susvisé. Ledit apport a été évalué à la somme globale de 12.977.421,78 euros, arrondie à 12.900.000 euros.

6.3 Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 9 février 2024 et du Président en date du 12 mars 2024, le capital a été réduit d'un montant d'un million cent un mille six cent vingt-neuf (1.101.629 €) le ramenant de 11.728.300 euros à 10.626.671 euros par rachat annulation de 1.101.629 actions ordinaires de la Société.

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze euros (10.626.671 €).

Il est divisé en dix millions six cent vingt-six mille six cent soixante et onze (10.626.671) actions ordinaires d'une valeur nominale de 1 euro chacune.

ARTICLE 8 – AVANTAGES PARTICULIERS – ACTIONS DE PREFERENCE

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier, y compris au profit de tiers.

La société peut créer des actions de préférence avec ou sans droit de vote, assorties de droits particuliers de toute nature, à titre temporaire ou permanent. Elle a toujours la faculté d'exiger le rachat de la totalité de ses propres actions de préférence ou de certaines catégories d'entre elles.

ARTICLE 9 – FORME DES TITRES DE CAPITAL ET AUTRES VALEURS MOBILIERES

Les titres de capital et toutes autres valeurs mobilières pouvant être émis par la société revêtent obligatoirement la forme nominative. Ils sont inscrits en compte au nom de leur propriétaire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital peut être augmenté, amorti ou réduit, par décision de l'associé unique par les moyens et selon les modalités prévus par la loi pour les sociétés anonymes.

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Les cessions ou transmissions d'actions de l'associé unique, quelle qu'en soit la forme, s'effectuent librement.

Il en est de même des valeurs mobilières donnant accès au capital, souscrites par l'associé unique. Toutefois, leur cessionnaire et tout cessionnaire successif ne peuvent eux-mêmes les céder ou les transmettre sous quelque forme que ce soit, sans l'agrément préalable de l'associé unique, dans les conditions prévues à l'article 24 applicables après la perte du caractère unipersonnel de la société.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX TITRES DE CAPITAL

L'associé unique ne supporte les pertes qu'à concurrence de ses apports.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits de titres de capital de catégories différentes qui pourraient être émis, chaque titre de capital donne droit à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'il représente dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation.

Sous la même réserve et, le cas échéant, sous réserve de prescriptions impératives, il sera fait masse entre tous les titres de capital indistinctement de toutes exonérations ou imputations fiscales, comme de toutes taxations susceptibles d'être prises en charge par la société, avant de procéder à tout remboursement au cours de l'existence de la société ou à sa liquidation, de telle sorte que, compte tenu de leur valeur nominale respective, tous les titres de capital alors existants reçoivent la même somme nette quelles que soient leur origine et leur date de création.

ARTICLE 13 - PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ - DIRECTEUR GENERAL

La société est dirigée et représentée par un président - le président de la société - et, le cas échéant, par un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales.

Le président de la société et les directeurs généraux sont désignés, pour une durée limitée ou non, par l'associé unique.

Le président de la société et les directeurs généraux peuvent résilier leurs fonctions en prévenant l'associé unique trois mois au moins à l'avance. Ils peuvent être révoqués à tout moment par l'associé unique. Si la révocation est décidée sans juste motif, elle peut donner lieu à dommages-intérêts.

Le président de la société dirige et administre la société. A cet effet, il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et sous réserve des pouvoirs attribués à l'associé unique par les dispositions légales ou les présents statuts.

A titre de règle interne, inopposable aux tiers, le président de la société ne peut, sans l'autorisation de l'associé unique :

- contracter des emprunts, à l'exception des découverts en banque ou des dépôts consentis par l'associé unique,
- effectuer des achats, échanges ou ventes d'établissements commerciaux ou d'immeubles,
- constituer des sûretés, consentir des cautionnements, avals et garanties,
- participer à la fondation de sociétés et faire tous apports à des sociétés constituées ou à constituer, prendre une participation dans ces sociétés,
- prononcer la dissolution anticipée d'une filiale dont la société détient la totalité des titres de capital et des droits de vote.

Cette limitation de pouvoirs ne s'applique pas au président de la société qui a la qualité d'associé unique.

Le président de la société la représente à l'égard des tiers.

En cas de cessation des fonctions du président de la société, le ou les directeurs généraux conservent, sauf décision contraire de l'associé unique, leurs fonctions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général a les mêmes pouvoirs que ceux attribués par le présent article au président de la société non associé, à l'exclusion des pouvoirs propres consentis au président par les autres articles.

L'associé unique fixe, s'il y a lieu, le montant et les modalités de la rémunération du président de la société et du ou des directeurs généraux.

S'il existe un comité social et économique au sein de la société, les membres de la délégation du personnel dudit comité exercent les droits définis par l'article L. 2312-76 du Code du travail exclusivement auprès du président de la société.

ARTICLE 14 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la société et un dirigeant sont mentionnées au registre des décisions sociales.

Lorsque le dirigeant n'est pas associé, les conventions intervenant entre lui et la société, directement ou par personne interposée, sont soumises à l'autorisation préalable de l'associé unique.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux opérations portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président de la société, personne physique, de contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle ses engagements envers les tiers. La même interdiction s'applique aux dirigeants de la personne morale, président de la société. Elle s'applique également aux conjoints, ascendants et descendants des personnes visées au présent alinéa ainsi qu'à toute personne interposée.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la société est exercé, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 16 - OBJET DES DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

Les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par les dispositions légales applicables aux sociétés par actions simplifiées comprenant plusieurs associés sont exercés par l'associé unique qui, en cette qualité, ne peut déléguer ses pouvoirs et prend les décisions suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux,
- fixation de leur rémunération et de la durée de leurs fonctions,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,
- rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,

- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs.

L'associé unique statue enfin sur toute autre proposition concernant la conduite des affaires sociales.

ARTICLE 17 - INFORMATION DE L'ASSOCIE UNIQUE

S'il n'exerce pas lui-même la présidence de la société, l'associé unique a, sur tous les documents sociaux, un droit de communication permanent qui lui assure l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de ses droits. En outre, sont tenus à sa disposition dix (10) jours au moins avant la date à laquelle il est appelé à les approuver, les comptes annuels individuels et, le cas échéant, consolidés, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, le rapport de gestion si ce dernier est requis par la législation en vigueur, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution.

Pour toute autre consultation, le président de la société non associé adresse ou remet à l'associé unique, avant qu'il ne soit invité à prendre les décisions qui lui incombent, le texte des projets de résolution et le rapport du président de la société ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes, s'il en existe un, et des commissaires à compétence particulière.

ARTICLE 18 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

A la clôture de chaque exercice, le président de la société dresse l'inventaire de l'actif et du passif, les comptes annuels et établit un rapport de gestion.

S'il existe un commissaire aux comptes, ces documents comptables et ce rapport sont mis à sa disposition un mois au moins avant la date à laquelle l'associé unique est appelé à les approuver ou, si ce dernier n'exerce pas lui-même la présidence, un mois au moins avant la date à partir de laquelle il peut exercer son droit d'information.

Dans les six mois suivant la date de clôture de l'exercice, l'associé unique, connaissance prise du rapport de gestion lorsque ce dernier est requis la législation en vigueur et, le cas échéant, du rapport du commissaire aux comptes, statue sur les comptes et l'affectation des résultats.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont également approuvés par l'associé unique dans ce délai.

Si l'associé unique personne physique exerce lui-même la présidence, il est dispensé de l'obligation d'établir le rapport de gestion dans les conditions prévues par le code de commerce. Il peut, en outre, se contenter de déposer au greffe les documents prévus par la loi, ce dépôt valant alors approbation des comptes.

ARTICLE 19 - AFFECTATION ET REPARTITION DU BENEFICE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et de la dotation à la réserve légale et augmenté du report bénéficiaire.

Ce bénéfice peut, en tout ou en partie, être reporté à nouveau, être affecté à des fonds de réserve généraux ou spéciaux ou être appréhendé par l'associé unique à titre de dividende. La décision est prise par l'associé unique.

En outre, l'associé unique peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont il a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

ARTICLE 20 - PERTE DU CAPITAL - DISSOLUTION

Si les pertes constatées dans les documents comptables ont pour effet d'entamer les capitaux propres dans la proportion fixée par la loi, le président de la société est tenu de suivre, dans les délais impartis, la procédure prévue par la loi s'appliquant à cette situation et, en premier lieu, de provoquer une décision de l'associé unique à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société. La décision de l'associé unique est publiée.

La dissolution anticipée peut aussi résulter, même en l'absence de pertes, d'une décision de l'associé unique.

ARTICLE 21 - LIQUIDATION

A l'expiration de la durée de la société ou en cas de dissolution anticipée, la société est en liquidation, sauf dans les cas prévus par la loi, notamment lorsque l'associé unique est une personne morale.

L'associé unique règle le régime de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

L'actif net, après remboursement du nominal des titres de capital, est attribué à l'associé unique.

ARTICLE 22 - PERTE DU CARACTÈRE UNIPERSONNEL

L'existence de plusieurs associés entraîne la disparition du caractère unipersonnel de la société. Telle est la conséquence notamment de la survenance d'une indivision sur les actions, en pleine propriété ou en nue-propriété, chaque indivisaire ayant la qualité d'associé.

La société se trouvera alors régie par les dispositions propres aux sociétés par actions simplifiées dont le capital est la propriété de plusieurs associés, ainsi que par les dispositions des présents statuts pour autant qu'elles ne sont pas spécifiques à la société par actions simplifiée unipersonnelle ni contraires aux articles 23 à 32 ci-après et sans préjudice de la faculté laissée alors aux associés de modifier les statuts.

La société retrouvera son caractère unipersonnel dès la réunion de toutes les actions dans une même main. Elle adoptera à nouveau le fonctionnement d'une société par actions simplifiée unipersonnelle selon les dispositions des articles 1 à 21.

ARTICLE 23 - MODIFICATIONS DU CAPITAL - ROMPUS

En cas d'émission de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, la transmission du droit de souscription à ces titres ou valeurs est soumise aux dispositions prévues à l'article 24 pour la transmission des titres eux-mêmes. Ces dispositions sont également applicables en cas de renonciation individuelle d'un associé à son droit préférentiel de souscription.

Les augmentations et réductions du capital sont réalisées nonobstant l'existence de « rompus ». Dans ce cas, comme chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs titres pour exercer un droit quelconque notamment par conversion, échange ou attribution, les titulaires possédant un nombre de titres inférieur à celui requis pour exercer ce droit doivent faire leur affaire personnelle de l'achat ou de la vente des titres nécessaires.

La société a toujours la faculté d'exiger, par une décision extraordinaire des associés, le rachat de tout ou partie de ses propres actions de préférence.

ARTICLE 24 - TRANSMISSION DES TITRES DE CAPITAL ET DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL - AGREMENT

La transmission des titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital, s'opère par virement de compte à compte dans les livres de la société. Seuls les titres libérés des versements exigibles peuvent être admis à cette formalité.

Toute transmission sous quelque forme que ce soit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, quel qu'en soit le bénéficiaire même s'il est déjà associé, est soumise à agrément préalable de la société, que cette transmission résulte d'une cession, d'une succession ou de la liquidation de biens entre époux ou encore de la disparition de la personnalité morale d'un associé, y compris si cette disparition emporte transmission universelle du patrimoine.

L'agrément est donné par décision collective extraordinaire des associés. Il résulte, soit de sa notification, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de cession, le cédant prend part au vote et ses titres sont pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de succession, les titres de l'associé décédé ne sont pas pris en compte pour le calcul de la majorité. En cas de liquidation d'une communauté de biens du vivant des époux ou résultant du décès du conjoint de l'associé, l'époux associé prend part au vote et les titres inscrits à son nom sont pris en compte pour le calcul de la majorité.

Si la société refuse d'agréer la transmission, le président de la société doit, dans le délai de trois mois à compter du refus faire acquérir les valeurs mobilières, soit par des associés, soit par des tiers, eux-mêmes soumis à agrément, à un prix fixé dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code civil, sauf si, en cas de cession, le cédant renonce à son projet. La société peut également, avec l'accord du cédant, racheter les valeurs mobilières. Dans ce cas, elle est tenue de les céder dans un délai de six mois ou de les annuler.

L'héritier ou le conjoint non agréé est seulement créancier de la société et n'a droit qu'à la valeur des droits sociaux de son auteur.

Si, à l'expiration du délai imparti et éventuellement prorogé, l'achat ou le rachat des titres n'est pas intervenu, le consentement à la transmission est acquis.

ARTICLE 25 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS OU UN ASSOCIE

Les conventions intervenant, directement ou par personne interposée, entre la société et son président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent (10 %) ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, sont soumises à un contrôle des associés.

Le commissaire aux comptes, s'il existe, présente aux associés un rapport sur ces conventions. Les associés statuent sur ce rapport lorsqu'ils statuent sur les comptes annuels.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux opérations portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article 14 s'appliquent dans les conditions déterminées par cet article au président de la société et aux directeurs généraux.

ARTICLE 26 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs dévolus à l'associé unique dans le cadre de la société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés dans les formes et conditions ci-après prévues.

ARTICLE 27 - OBJET DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les décisions qui sont prises collectivement par les associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont les suivantes :

- approbation des comptes annuels et affectation des résultats, à l'exception des distributions d'acomptes sur dividendes qui sont de la compétence du président de la société,
- le cas échéant, examen du rapport du commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article 25 et décisions s'y rapportant,

- nomination, révocation du président de la société et du ou des directeurs généraux, détermination de la durée de leurs fonctions, fixation de leur rémunération,
- autorisation des opérations qui excèdent les pouvoirs des dirigeants,
- nomination des commissaires aux comptes,
- rachats d'actions prévus par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Au moyen de décisions ordinaires, les associés statuent également sur toute proposition concernant la conduite des affaires sociales.

Les décisions extraordinaires sont les suivantes :

- agrément préalable des cessionnaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation, amortissement ou réduction de capital,
- création d'actions de préférence, rachat ou conversion desdites actions,
- émission de valeurs mobilières donnant accès au capital,
- autorisation à donner au président de la société afin de consentir des options de souscription ou d'achat de titres de capital ou des attributions gratuites d'actions en application des régimes légaux d'actionnariat des salariés correspondants,
- fusion, scission ou apport partiel soumis au régime des scissions,
- transformation en société d'une autre forme,
- prorogation de la durée de la société,
- modification des statuts dans toutes leurs autres dispositions,
- dissolution anticipée de la société, règlement du régime de la liquidation, nomination et révocation du ou des liquidateurs, fixation de leurs pouvoirs et de leur rémunération.

ARTICLE 28 - FORME DES DÉCISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives des associés résultent, au choix du président de la société, d'une assemblée ou d'une consultation écrite. Elles peuvent également, quel qu'en soit l'objet, résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

En cas de réunion d'une assemblée, elle est convoquée par le président de la société.

La convocation est faite dix (10) jours au moins avant la date de la réunion, soit par lettre ordinaire ou recommandée, soit par télécopie ou un moyen électronique de télécommunication. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut être convoquée verbalement et se réunir sans délai, si tous les associés sont présents ou régulièrement représentés et y consentent.

L'assemblée est présidée par le président de la société. A défaut, elle élit son président.

Une feuille de présence est émargée par les membres de l'assemblée et certifiée exacte par le président de séance.

Seules les questions inscrites à l'ordre du jour sont mises en délibération à moins que les associés soient tous présents et décident d'un commun accord de statuer sur d'autres questions.

En cas de consultation écrite, le président de la société adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des projets de résolution ainsi que tous documents utiles à leur information.

Les associés disposent d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception des résolutions pour émettre leur vote par écrit, le vote étant pour chaque résolution formulé par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée par lettre recommandée ou déposée par l'associé au siège social. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai imparti est considéré comme s'étant abstenu.

S'il existe un comité social et économique dont les attributions sont celles du « comité social et économique des entreprises d'au moins cinquante salariés », celui-ci, représenté par un de ses membres délégué à cet effet, peut demander par email au président de l'aviser de la date à laquelle doivent se tenir les assemblées générales des associés.

En ce cas, lorsque le président envisage de convoquer une assemblée générale, il en avise par email le demandeur quinze jours au moins avant la date de convocation de l'assemblée générale.

Les demandes d'inscription des projets de résolution doivent être adressées par email par le représentant du comité social et économique dûment mandaté au président, dans les sept (7) jours de la date d'envoi de l'avis.

Les demandes sont accompagnées du texte des projets de résolution qui peuvent être assortis d'un bref exposé des motifs.

Le président accuse réception des projets de résolution par email au représentant du comité social et économique dûment mandaté dans le délai de cinq (5) jours à compter de la réception de ces projets.

Les délais prévus au présent article peuvent être réduits, pour une assemblée générale donnée, par accord conjoint du représentant du comité social et économique dûment mandaté et du président.

ARTICLE 29 - PARTICIPATION AUX DÉCISIONS COLLECTIVES

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives dès lors que ses titres de capital sont inscrits en compte à son nom.

Les propriétaires indivis de titres de capital sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire commun de leur choix.

En cas de démembrement de propriété d'une action, l'usufruitier exerce seul le droit de vote attaché à cette action, sans préjudice du droit du nu-propiétaire de participer aux décisions collectives. A cet effet, le nu-propiétaire sera convoqué et pourra assister aux assemblées et disposera comme l'usufruitier du droit d'information prévu en cas de consultation écrite.

Toutefois, par exception à ce qui précède, le droit de vote attaché aux actions dont la propriété est démembrée en raison d'une transmission partiellement exonérée de droits de mutation à titre gratuit en vertu d'un engagement collectif de conservation de titres régi par l'article 787 B du CGI, sera exercé comme suit :

- par l'usufruitier seul pour les décisions concernant l'affectation des résultats ;
- par le nu-propiétaire seul, pour toutes autres décisions.

L'associé peut se faire représenter à l'assemblée par son conjoint ou par un autre associé justifiant d'un mandat.

La société ne peut valablement exercer le droit de vote attaché aux actions propres qu'elle pourrait détenir. En outre, les associés dont les actions seraient, au sein d'une société anonyme, privées du droit de vote par la loi, seront, dans les mêmes conditions, privés du droit de vote, sauf dispositions contraires des présents statuts.

ARTICLE 30 - REGLES DE MAJORITE POUR L'ADOPTION DES DECISIONS COLLECTIVES

Les décisions collectives ordinaires sont prises à la majorité des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote et les décisions extraordinaires sont prises à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions existantes bénéficiant du droit de vote.

Toutefois, les décisions suivantes sont prises à l'unanimité des associés :

- modification, adoption ou suppression des clauses statutaires visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce notamment celles relatives à l'agrément des cessionnaires de titres de capital et des valeurs mobilières donnant accès au capital,
- augmentation de l'engagement des associés,
- changement de la nationalité de la société.

ARTICLE 31 - PROCÈS-VERBAUX

Toute délibération de l'assemblée des associés est constatée par un procès-verbal qui indique notamment la date et le lieu de la réunion, l'identité du président de séance, le mode de convocation, l'ordre du jour, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, le texte des résolutions mises aux voix et le résultat des votes. En cas de consultation écrite, le procès-verbal qui en est dressé et auquel est annexée la réponse de chaque associé, fait mention de ces indications, dans la mesure où il y a lieu.

Les procès-verbaux sont établis et signés par le président de la société ou, le cas échéant, de séance, sur un registre spécial tenu à la diligence du président.

Lorsque la décision des associés résulte de leur consentement exprimé dans un acte, cette décision est mentionnée, à sa date, dans le registre spécial. L'acte lui-même est conservé par la société de manière à permettre sa consultation en même temps que le registre.

ARTICLE 32 - DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

Tout associé a le droit de prendre par lui-même, au siège social, connaissance des documents suivants concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, individuels et le cas échéant consolidés, rapports soumis aux associés et procès-verbaux des décisions collectives.

En vue de leur approbation, les comptes annuels, individuels et, le cas échéant, les comptes consolidés et les rapports du commissaire aux comptes s'il en existe, le rapport de gestion lorsqu'il est requis par la législation en vigueur, tout autre rapport ou document requis par la législation en vigueur et le texte des projets de résolution sont tenus à la disposition des associés dix (10) jours au moins avant la date à laquelle ils sont appelés à les approuver. Ils sont adressés à tout associé qui en fait la demande dans ce délai.

Pour toute autre consultation, le président de la société adresse ou remet aux associés avant qu'ils ne soient invités à prendre leurs décisions, le texte des projets de résolution et le rapport sur ces projets si ce dernier est requis par la législation en vigueur ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire aux comptes et des commissaires à compétence particulière.